

# **Introduction à une géographie critique de l'urbain\***

*par Cécile Gintrac et Matthieu Giroud*



## L'incontournable réalité urbaine

Dans *La Révolution urbaine*, paru en 1970, Henri Lefebvre formulait l'hypothèse d'une urbanisation planétaire. Ce qui pouvait alors sembler relever d'une anticipation fantaisiste se trouve aujourd'hui confirmé à plusieurs égards. La réalité urbaine est d'abord devenue majoritaire sur le plan démographique, puisque c'est désormais plus de la moitié de la population mondiale qui vit en ville. Mais cette donnée traduit mal la spectaculaire extension spatiale et le brouillage croissant des frontières entre espaces urbains et espaces ruraux. Nul besoin non plus d'insister sur le poids économique des villes, renforcé par la métropolisation des capitaux et des emplois qualifiés, dans le cadre d'un capitalisme mondialisé. Surtout, la ville reste le lieu par excellence du politique, même si un consensus politique tend à s'imposer et à inhiber les formes d'opposition aux politiques urbaines, à tel point que certains auteurs évoquent une ville « post-politique ». Cette tendance lourde ne saurait toutefois les éteindre tout à fait, et c'est encore à travers les mobilisations urbaines que s'exprime la revendication politique, comme en témoignent les manifestations qui ont émaillé l'année 2013 au Brésil ou en Turquie.

La ville, au singulier, se révèle être bien plus qu'une catégorie d'espace particulier : elle porte en elle un idéal, un horizon d'attente. Lefebvre ne disait au fond pas autre chose quand il affirmait que le droit à la ville « s'annonce comme appel, comme exigence [...] il ne peut se formuler que comme droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée ». Or, depuis la publication du *Droit à la ville* en

\* Ce recueil s'inscrit dans la lignée d'ouvrages comme *Critical Urban Studies* (*Études urbaines critiques*) dirigé par Jonathan Davies et David Imbroscio, ou encore *Raumproduktionen. Beiträge der Radical Geography* (*Productions de l'espace. Contributions de la géographie radicale*) dirigé par Bernd Belina et Boris Michel. Il s'inspire aussi de l'ouvrage collectif *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, paru en 2001 chez Belin. Cet ouvrage a donné accès, grâce à la traduction de plusieurs textes, très bien introduits par des universitaires français, au renouvellement thématique et théorique porté par différents courants de la géographie anglophone (géographies féministe, postcoloniale, économique, nouvelles approches du lieu, etc.).

1968, le processus d'urbanisation ne s'est guère illustré par l'émergence des formes d'autogestion urbaine que le sociologue appelait de ses vœux ; pas plus qu'il n'a garanti l'accès à la vie urbaine, à ses ressources, à ses possibilités de rencontres et à ses formes de liberté, autrement dit à sa valeur d'usage. Dans l'intervalle, c'est plutôt la valeur d'échange, commerciale et surtout immobilière, qui s'est considérablement accrue sous l'effet de la privatisation croissante des espaces et des services urbains.

On assiste en effet à un double mouvement d'homogénéisation et de différenciation, comme l'a bien montré David Harvey dans *Géographie de la domination*. Les mêmes paysages urbains, les mêmes concepts d'urbanisme, les mêmes modèles de gestion sont reproduits çà et là, sous l'effet conjugué de politiques urbaines de plus en plus normées, d'acteurs ubiquitaires et d'experts consultants qui importent et exportent ces modèles entre villes, pays et continents. Ce n'est en effet un secret pour personne que les entreprises de BTP (Bouygues ou Vinci pour citer des entreprises françaises connues de tous), les groupes spécialisés dans la sécurité et le contrôle (Thalès ou IBM et leur « ville intelligente ») ou encore les cabinets des grands noms de l'architecture, que d'aucuns qualifient de *starchitectes* (Norman Foster, Rem Koolhaas, Jean Nouvel) déploient leurs activités sur tous les continents. Mais en même temps, pour pouvoir s'imposer dans le concert des grandes métropoles attractives, innovantes, mondialisées, les villes doivent se différencier en développant des rentes de monopole, susceptibles d'accroître un capital symbolique collectif à même d'attirer des flux de capitaux. Les traditions et innovations culturelles locales, les champs de la création, de l'esthétique et du patrimoine, la mise en valeur des atouts naturels sont autant de leviers de ce processus de singularisation et d'appropriation de telles rentes. Il y a donc un intérêt particulier pour la recherche urbaine à comprendre ces mécanismes d'uniformisation et de différenciation simultanés, qui

plus est dans un contexte marqué par les crises économiques à répétition. Appréhender de tels processus revient sans doute aussi à tenter de penser et transformer notre futur urbain. Si Dubaï, selon Mike Davis, annonçait un nouveau stade du capitalisme, Athènes ou Lisbonne pourraient tout aussi bien donner un avant-goût urbain de l'austérité.

## **Une critique sociale nécessairement urbaine**

C'est l'ensemble de ces « recettes » que la géographie urbaine critique et radicale invite à contester. Car, il faut bien admettre que ces politiques urbaines sont le plus souvent légitimées par des discours « scientifiques » issus de l'urbanisme, de la criminologie, de l'économie, de l'architecture ou encore des sciences sociales. Plusieurs textes de ce recueil visent précisément à déconstruire et à dénoncer sans ambiguïté ces conceptions recyclables de la ville (ville créative, ville compétitive, ville globale ou encore ville multiculturelle). Les technocraties locales, qu'elles soient de droite ou de gauche, se nourrissent de ces slogans, issus de l'université et retravaillés, à grands frais, par les agences de communication, pour les réinterpréter selon des stratégies locales. Lefebvre insistait déjà, dans le *Droit à la ville*, sur le fait que « la critique radicale tant des philosophies de la ville que de l'urbanisme idéologique est indispensable, sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Elle peut passer pour une opération de salubrité publique ».

Contester le « prêt-à-penser » urbain, précisément pour mieux envisager ses alternatives, voici donc l'ambition de ce volume qui regroupe onze textes dont les auteurs se revendiquent plus ou moins explicitement de la géographie urbaine critique. Celle-ci s'insère dans le courant plus large des pensées critiques de la ville. Dans le monde anglophone, ces *critical urban studies* interdiscipli-

naires regroupent aussi bien des études sociologiques, géographiques, anthropologiques que des travaux de sciences politiques. Ici, nous avons choisi de retenir essentiellement des textes de géographie (et non de géographes<sup>1</sup>), d'abord parce que le collectif à l'origine de ce recueil est constitué majoritairement de géographes (universitaires ou chercheurs), mais aussi parce qu'il importe de souligner la spécificité des travaux de géographie dans le champ des études urbaines critiques, ainsi que leur contribution, à notre sens méconnue ou sous-estimée, à la théorie critique en général.

En effet, depuis les années 1990, l'influence théorique de la géographie urbaine critique s'est accrue, à tel point que certains auteurs avancent même l'idée d'une position dominante au sein du champ des études urbaines. La géographie critique, qui se définit par opposition à des théories géographiques dites conventionnelles ou hégémoniques (*mainstream* en anglais), serait finalement devenue le principal moteur de la recherche urbaine anglophone, conduisant de nombreux géographes urbains à revendiquer l'étiquette de la critique, voire de la radicalité. Cette évolution semble s'être déroulée à contretemps de l'Europe, où la décennie 1980 et le début des années 1990 ont marqué un net repli des pensées critiques urbaines. Celles-ci avaient pourtant connu un essor sans précédent à partir de la fin des années 1960, autour de penseurs comme Henri Lefebvre ou Manuel Castells. Le repli des approches critiques amorcé en Europe au début des années 1980 ne peut se comprendre, au-delà de la question théorique, qu'à travers la prise en compte des conditions matérielles et institutionnelles de la production du savoir, comme l'a bien expliqué François Cusset à propos de la *French Theory*.

Il apparaît donc indispensable de replacer les textes de ce recueil dans leur contexte de production historique et géographique, et ainsi de revenir, plus précisément, sur ce que l'on entend par géographie radicale et géographie critique.

## **La géographie radicale et la théorisation de l'urbanisation capitaliste**

Chronologiquement, c'est d'abord une géographie dite radicale qui émerge au tournant des années 1960 et 1970 aux États-Unis. Dans un entretien donné en 2011 à la revue *Vacarme*, David Harvey revient sur la naissance de ce qui relevait alors encore davantage d'un mouvement spontané que d'un courant institué :

L'expression « géographie radicale » est apparue à la fin des années 1960. À l'époque, la géographie traditionnelle était encore étroitement liée aux pratiques militaires et impérialistes. De jeunes géographes – Doreen Massey en Grande-Bretagne, la revue *Antipode* aux États-Unis, etc. – cherchaient à fonder un courant de gauche à l'intérieur de la discipline. Nous étions fortement marqués par le discours anticolonial, les guerres anti-impérialistes et les luttes anticapitalistes, mais nos cultures politiques respectives étaient trop différentes pour pouvoir être englobées sous le qualificatif de « marxiste » ou d'« anarchiste ». L'expression « géographie radicale » était plus accueillante à la diversité de nos engagements.

C'est la revue *Antipode*, publiée à l'université Clark de Worcester, dans le Massachusetts, qui a matérialisé l'émergence de ce nouveau courant alors en gestation (comme l'atteste son sous-titre, *A Radical Journal of Geography*), et c'est aussi dans les colonnes de cette revue que le tournant plus explicitement marxiste de la géographie radicale s'effectue à partir de 1972.

Dès les premières années – en témoigne la publication de deux ouvrages majeurs, *Fitzgerald. Geography of a Revolution* de William Bunge en 1971 et *Social Justice and the City* de David Harvey en 1973 –, les villes s'imposent comme des objets privilégiés de cette géographie radicale naissante, au même titre que la critique de l'impérialisme occidental. Alors que le premier ouvrage décrit, à travers des documents (cartes, photographies) en partie produits par les habitants eux-mêmes, les transformations brutales des

rapports sociaux et spatiaux dans le quartier de Fitzgerald à Detroit, le second propose une grille d'analyse inspirée par la théorie marxiste. *Social Justice and the City* a inauguré une série de recherches en géographie urbaine fondées sur l'économie politique, dont l'objectif est de dévoiler comment le mode de production capitaliste façonne la structure spatiale de la ville. Tout au long de sa carrière, David Harvey a contribué à repenser la théorie marxiste à travers l'espace – dont Marx lui-même avait sous-estimé le rôle dans la production et la circulation du capital.

Au cours des quarante dernières années, la géographie radicale a élargi l'analyse de cette fabrique capitaliste de la ville à d'autres problématiques telles que la consommation, la distribution des services publics, le rôle de l'État dans le processus d'urbanisation du capital, la gentrification (grâce notamment à Neil Smith), ou encore la répartition des classes sociales dans l'espace.

Néanmoins, à partir de la fin des années 1980 et tout au long des années 1990, le terme de géographie radicale a progressivement laissé place à celui, plus incertain, de géographie critique. L'évolution n'est pas seulement terminologique : elle indique un profond renouvellement des objets et des méthodes géographiques.

## **La géographie critique : la radicalité au pluriel**

Les années 1980 ont été celles de la marginalisation progressive de la géographie radicale et de l'émergence d'une géographie critique, qui, quoique toujours proche de l'économie politique inspirée par les travaux marxistes, ne se réduisait plus à une analyse en terme de rapports de classes. Dans le monde anglophone, la géographie critique a donc en quelque sorte pris le relais de la géographie radicale, et ce, en élargissant les approches et



les objets considérés. La géographie critique affiche davantage son éclectisme que la géographie radicale, formant ainsi, d'après Lawrence Berg, « une large coalition d'approches géographiques progressistes et de gauche » (antiracisme, écologisme, féminisme, marxisme, postcolonialisme, poststructuralisme, études *queer*, situationnisme, anarchisme, etc.). Le développement d'une géographie critique peut donc se penser comme une pluralisation des voies de la critique.

Sur le terrain de la théorie urbaine, il n'est pas tout à fait anodin qu'une telle pluralisation ait été amorcée par plusieurs géographes féministes comme Doreen Massey ou Linda McDowell, à propos de la relation entre genre et classe dans la ville. Celles-ci reprochaient notamment aux grandes figures – essentiellement masculines – de la géographie radicale de ne pas prendre en compte le genre dans leurs travaux, y compris dans leurs discussions autour de la modernité et la postmodernité. Ainsi, les conditions de production du savoir géographique étaient elles-mêmes remises en question. Dans un premier temps, ce courant, essentiellement composé de géographes britanniques, avait adopté une perspective socialiste-féministe résolument radicale, en distinguant les processus sociaux de production, majoritairement masculins, des processus de reproduction, majoritairement féminins. Progressivement, on est passé d'une géographie des femmes (*women geography*) à une géographie du genre (*gender geography* et *queer geography*). En tant que construction socioculturelle des rôles féminins et masculins, le genre s'articule à l'espace, qui est aussi une production sociale. Ainsi le genre produit des espaces spécifiques, urbains notamment, tandis que l'espace contribue à produire ou à reproduire matériellement les différences et les dominations de sexe.

De manière générale, ce que l'on a appelé le « tournant culturel » a poussé les géographes à prendre davantage en compte au sein de la théorie urbaine les différentes formes de domination

fondées sur le genre, la « race », la classe, l'orientation sexuelle ou encore la nationalité. Comme le souligne Judith Butler dans son introduction à *Trouble dans le genre*, la distinction entre théorie critique et théorie culturelle ne tient plus : « La théorie s'est trouvée un nouvel espace, nécessairement impur, où elle émerge dans et par la traduction culturelle. » C'est en suivant une telle perspective que nous avons choisi dans ce recueil de mettre en avant certains textes, dont les analyses tentent d'articuler les différents rapports de domination, de montrer comment ceux-ci se croisent, se renforcent ou s'atténuent selon les combinaisons. Autrement dit des textes qui, comme celui de Melissa Gilbert, pensent l'intersectionnalité.

Pour certains, l'avènement de cette géographie critique correspondrait à une dé-radicalisation de la critique, notamment parce que la notion de classe y a perdu sa centralité explicative. Il serait pourtant réducteur d'opposer géographie radicale et géographie critique. D'abord, parce que la distinction terminologique, si elle a bien une valeur historique, ne recouvre que partiellement les options théoriques des uns et des autres. Par exemple, la « théorie urbaine critique » développée par Neil Brenner, Peter Marcuse et Margit Mayer dans l'ouvrage *Cities for People, Not for Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City* fait davantage référence à la théorie critique de l'École de Francfort qu'aux évolutions poststructuralistes récentes dans les études urbaines. Nombreux sont les auteurs qui, par ailleurs, ont su intégrer les apports du tournant culturel tout en se revendiquant encore d'une approche radicale. C'est le cas de Don Mitchell, traduit pour la première fois en français dans ce recueil, et dont le travail consiste à réaffirmer que la culture n'existe pas en soi, qu'elle est toujours produite et reproduite à travers les relations sociales.

Les frontières entre géographie critique et géographie radicale apparaissent donc souvent floues et perméables. Appliquées

au champ de l'urbain, l'une et l'autre ont en commun de se positionner contre des théories hégémoniques issues du néolibéralisme (compétitivité, classe créative, régénération urbaine) et contre leur mise en pratique dans le cadre des politiques urbaines métropolitaines.

## **Quand la géographie pense *avec* mais aussi *contre* l'espace**

Au-delà des éventuelles divergences, géographie radicale et géographie critique ont en commun d'avoir mis l'espace au centre de l'analyse des mécanismes de domination. Dans cette perspective, l'espace n'est pas simplement un support, un cadre sur lequel se dérouleraient les actions et les relations humaines, mais il contribue à produire et à reproduire des mécanismes sociaux et économiques, ainsi que des représentations. La plupart des théories, comme le constate Doreen Massey dans *Space, Place and Gender*, demeurent profondément a-spatiales. Le simple fait de repenser les théories existantes en lien avec l'espace est susceptible de les reconfigurer radicalement, et c'est précisément ce que les géographies radicale et critique entendent faire.

L'approche spatiale, et indirectement la géographie, a retrouvé une centralité au sein des sciences sociales dans un renversement souvent qualifié de tournant spatial (*spatial turn*). La prise en compte croissante de la dimension spatiale des phénomènes s'est paradoxalement faite « du dehors de la géographie », notamment à travers le travail de l'École des Annales et de Fernand Braudel en particulier. Le développement d'une « géohistoire », en étendant l'enquête historique à de vastes aires géographiques et à la longue durée, a largement contribué à ce tournant spatial formulé pour la première fois comme tel par le géographe urbain Edward Soja

dans *Postmodern Geographies* (1989). Pour lui, les relations sociales restent le plus souvent appréhendées sous le prisme historique tandis que leur dimension spatiale reste impensée. Dans cette perspective, au début des années 2000, l'évolution du capitalisme a par exemple été interrogée à travers la notion d'échelle (*Politics of Scale*). Reformulant les apports de la théorie de la dépendance, développée dans les années 1960 et 1970, le sociologue Neil Brenner a bien montré comment les États européens ont cherché à s'adapter à la mondialisation et à l'évolution de l'économie postfordiste en privilégiant les métropoles comme principaux territoires économiques de la compétitivité. Ce processus de réétalonnage ou de rééchelonnement politique (*political rescaling*) engendre de nouvelles inégalités en conduisant, selon Bernard Jouve, « à délaisser les espaces périphériques, en crise, marginalisés par la crise économique au profit de quelques aires urbaines particulières ».

Si l'entrée spatiale est devenue de plus en plus pertinente, plusieurs géographes ont souligné qu'il ne fallait pas, pour autant, essentialiser ni fétichiser l'espace. De la même manière qu'une des exigences de la pensée critique est de ne pas essentialiser les « races » ou l'identité de genre, on ne saurait considérer que l'espace existe en soi, indépendamment des sociétés qui le produisent. Cela suppose une nouvelle conception fondamentalement non-essentialiste de l'espace. Pour reprendre les termes employés par Méлина Germes dans ce recueil, à propos de la géographie critique allemande, « le rôle de la géographie n'est [...] pas de penser *via* l'espace [...] mais plutôt de penser *contre* l'espace, de dévoiler ses mécanismes de production en tant que mécanismes de pouvoir », notamment lorsque l'espace est mobilisé pour contribuer au contrôle des populations, pour mettre en place des dispositifs législatifs ou sécuritaires.

Dans une telle perspective, certains géographes ont conduit, dans une démarche réflexive, une analyse du contexte de produc-

tion des théories de la géographie urbaine critique. Un des ouvrages les plus stimulants à cet égard est sans doute celui de la géographe Jennifer Robinson, *Ordinary Cities*, publié en 2006. Celle-ci milite pour une « postcolonisation » ou une « désoccidentalisation » des études urbaines en général et de l'approche critique en particulier. L'ouvrage propose ainsi une critique ferme des catégorisations relevant par exemple de l'opposition entre villes « modernes » des pays riches et villes en développement des pays dits pauvres, ou plus récemment, celle entre « villes globales » et métropoles des Suds. Avec cet ouvrage, Robinson s'inscrit dans un mouvement plus général au sein des sciences sociales : le *Southern Turn*.

Les géographes ont logiquement déplacé l'espace au cœur de la théorie urbaine, tout en refusant les implications d'une vision trop exclusive de l'espace. En ce sens, la géographie critique porte avant tout une critique du discours géographique.

## **Des pensées « situées »**

L'un des principaux apports des géographies féministe et postcoloniale est précisément d'avoir pointé qu'il n'est pas de discours neutre et universel (même lorsqu'il est marxiste). Le géographe ne peut être ce « témoin modeste », « ventriloque légitime et autorisé du monde objectif », comme le signale Donna Haraway dans un article intitulé « Situated Knowledges ». Chaque proposition, si rigoureuse qu'elle se veuille, est formulée « de quelque part », ce qui implique de se départir de l'idée d'une neutralité du savoir. L'écrit universitaire renvoie tout autant à un lieu qu'à un positionnement (politique par exemple) mais aussi à des identifications individuelles ou collectives (de classe, de genre, « ethniques » ou encore nationales).

Située, la géographie urbaine critique l'est aussi à travers les lieux de la connaissance. La question se pose *a fortiori* dans le cas

d'un tel recueil, qui dessine en creux *une* géographie du savoir. Si cette dernière tient d'abord aux contraintes et aux opportunités de traduction, elle révèle aussi, à travers nos choix, certaines réalités de la circulation internationale des idées. En effet, nous avons découvert les auteurs traduits dans ce recueil à travers des publications, des citations et des conférences internationales, qui se font principalement en anglais. Il existe pourtant des groupes de géographies critiques en Amérique latine, en Espagne, en Italie, en Grèce, en Scandinavie, au Japon... Mais l'anglais est devenu la *lingua franca* de la recherche, preuve en est que la majorité des chercheurs du recueil publient régulièrement dans cette langue alors que leurs nationalités sont en réalité bien plus variées (américaine, britannique, sud-africaine, sri-lankaise mais aussi belge, espagnole, suisse, allemande, brésilienne). Cela souligne, s'il le fallait encore, combien la production du savoir ne se fait plus uniquement sur des bases nationales. Cette internationalisation ne doit pas masquer pour autant la concentration spatiale des lieux de production et de publication de la connaissance. Plus de la moitié des textes que nous avons sélectionnés ont été d'abord publiés par des revues scientifiques qui se revendiquent de la géographie critique ou radicale (*Antipode*) ou, plus largement, des *critical urban studies* (*International Journal of Urban and Regional Research* ou *City*). Elles sont, comme les autres publications académiques, diffusées par de grands groupes d'édition et publiées essentiellement en anglais. Si ces revues sont conscientes des déséquilibres que cela implique en terme de diffusion et d'accès à la publication, rares sont les journaux de géographie critique qui ont opté pour des éditions plurilingues (*ACME. An International E-Journal for Critical Geographies* ou *Justice spatiale | spatial justice* en France) et un accès entièrement gratuit (*open access*), ce qui relève en soi d'une forme de militantisme.

Les savoirs sont aussi situés à travers le rapport du chercheur à son objet et au monde social auquel il appartient. En ce sens,

la géographie radicale ou critique, puisqu'elle dénonce les formes spatiales de domination sociale, assume le plus souvent son engagement politique et ainsi l'absence de neutralité du savoir. Cela peut concrètement prendre la forme de déclarations d'intention, comme celle du groupe international de géographie critique (ICGG) qui insiste sur la nécessité d'un engagement auprès des mouvements sociaux. Ce parti pris implique que la production du savoir ne reste pas limitée au strict cadre universitaire mais que la connaissance produite soit destinée à un public plus large. La volonté de sortir de « l'enclos universitaire » décrit par Pierre Rimbert (dans le cas français) ou François Cusset (dans le cas étatsunien), se traduit par différentes initiatives : conférences ou lectures publiques, participation à des manifestations et rassemblements populaires, mise en place de structures d'échange entre l'université et les groupes militants, etc. Reste que les textes traduits et réunis ici sont issus de revues ou d'ouvrages académiques, peu lisibles par ceux dont ils parlent le plus souvent, les citoyens. Les modes de production du savoir dans un monde universitaire de plus en plus concurrentiel et néolibéral ont souvent été dénoncés par les géographes critiques, ce qui pousse parfois à se demander, comme Neil Smith, qui dirige l'« usine à saucisses » qu'est devenue l'université américaine. Dans ce contexte, les savoirs produits par la géographie urbaine critique internationale mais anglophone restent mal connus en France, alors qu'ils portent des potentialités d'émancipation urbaine et politique. Ce recueil de textes a précisément pour objectif de contribuer à sortir certains de ces textes de l'enclave universitaire où ils restent trop souvent confinés.

Le choix de ces textes géographiques qui proposent une mise en espace ou en contexte de théories plus universelles, s'inscrit indirectement dans cette démarche. Toronto, Rio de Janeiro, New York, Berlin, Baltimore, les villes européennes ou sud-africaines présentes dans ce volume, constituent autant de terrains

de confrontation entre la théorie et la pratique. Ces contextes *incarnent* chacun à leur manière des théories, néomarxistes, lefebvriennes, foucaaldiennes, féministes, postcoloniales, théories de la justice, du genre, de la reconnaissance... En ce sens, cet ouvrage voudrait offrir un accès à la théorie, non pas seulement par les concepts, mais aussi par les villes où ils ont été forgés.

## **Pour une géographie critique de l'urbain : des choix et quelques suggestions**

L'élaboration d'un tel recueil a cependant quelque chose d'intrinsèquement arbitraire. Quels auteurs traduire ? Quels textes sélectionner ? Le processus de sélection des auteurs et des textes n'a pas été simple et s'est fait de manière collégiale en tentant d'intégrer plusieurs critères. La diversité des auteurs, de leur notoriété comme de leur origine, la pluralité des approches suivies et des objets traités, la variété des dates de parution des textes originaux, sans oublier, « l'affinité » – « l'intérêt », dirait Bourdieu<sup>2</sup> – des contributeurs français pour certains auteurs, sont quelques-uns des éléments qui ont guidé la sélection finale de onze articles scientifiques ou extraits d'ouvrage. Ce livre propose, comme le sous-entend son titre, *une* géographie critique de l'urbain possible. Il en existerait de fait bien d'autres, qui mobiliseraient notamment des auteurs francophones<sup>3</sup>...

Le lecteur va vite s'en apercevoir, les textes sélectionnés dans ce volume se répondent, se font écho, et donnent à voir, à travers ces dialogues et ces échanges, une vision du champ de la géographie urbaine radicale et critique et de ses évolutions récentes. C'est pourquoi nous avons délibérément évité tout regroupement thématique : même si des renvois sont proposés d'un texte à l'autre, libre à chacun de (re)lire ce recueil comme il l'entend, *in*



*extenso* ou par bribes, dans l'ordre ou non du sommaire proposé, d'un coup ou par intermittence.

En outre, toutes les traductions sont introduites par un court texte écrit par un-e (enseignant-e)-chercheur-euse en sciences sociales et qui présente l'auteur-e, son œuvre, ses principaux apports théoriques ainsi que sa réception dans le monde académique, politique et militant. Ces courtes « présentations » doivent aussi permettre aux lecteurs de mieux situer le travail des auteurs dans le champ des études urbaines critiques mais aussi dans un contexte plus large. Bien évidemment ces présentations ne peuvent tout dire et c'est pourquoi elles se prolongent par des indications bibliographiques. Les lecteurs y trouveront non seulement les principales références des auteurs étudiés mais aussi une série de titres d'ouvrages ou d'articles leur permettant d'approfondir, selon le niveau d'exigence, leur propre réflexion.

Tous ces choix ont été motivés par le fait que les auteurs et les textes de ce recueil méritent d'être mieux connus tant par les étudiants que par un large public composé d'habitants, d'acteurs institutionnels et bien entendu de militants. Par sa double vocation pédagogique et militante, nous souhaitons que cet ouvrage parvienne à contribuer, même modestement, au projet d'émancipation voulu par les géographes critiques et radicaux rassemblés ici, et défendu « sur le terrain » par un nombre croissant de citoyens en colère et en lutte.

## Indications bibliographiques

Bernd Belina et Boris Michel (dir.), *Raumproduktionen. Beiträge der Radical Geography, Eine Zwischenbilanz*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 2010.

Lawrence Berg, « Critical Human Geography », in Barney Warf (dir.), *The Encyclopedia of Geography*, t. 2, Londres, Sage Publishers, 2010.

Liz Bondi et Rose Damaris, « Constructing Gender, Constructing the Urban: A Review of Anglo-American Feminist Urban Geography », *Gender, Place & Culture: A Journal of Feminist Geography*, vol. 10, n° 3, 2003.

Neil Brenner, « The Limits to Scale? Methodological Reflections on Scalar Structuration », *Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 4, 2001.

Neil Brenner, *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

Neil Brenner, Peter Marcuse et Margit Mayer. *Cities for People, Not for Profit: Critical Urban Theory and the Right to the City*, New York et Londres, Routledge, 2012.

William Bunge, *Fitzgerald. Geography of a Revolution*, Cambridge, Massachusetts, Schenkman Publishing Company, 1971.

Judith Butler, *Trouble dans le genre*, Paris, La Découverte, 2006.

Béatrice Collignon, « La Géographie radicale : à la recherche d'un nouveau souffle » in Jean-François Staszak *et al.*, *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines* (dir.), Paris, Belin, 2001.

François Cusset, *French Theory: Foucault, Derrida, Deleuze & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2005.

Jonathan S. Davies et David L. Imbroscio (dir.), *Critical Urban Studies*, New York, State University of New York Press, 2010.

Mike Davis, *Le Stade Dubaï du capitalisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007.

## INTRODUCTION

Donna Haraway, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, 1988.

David Harvey, *Social Justice and the City*, Londres, Edward Arnold, 1973.

David Harvey, *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2008.

David Harvey, « Marx and the City », propos recueillis par Dominique Dupart, Cécile Gintrac, Philippe Mangeot et Nicolas Vieillescazes, *Vacarme*, n° 59, 2012, en ligne, URL : <http://www.vacarme.org/article2128.html>.

Helga Leitner et Eric Sheppard, « Unbounding Critical Geographic Research on Cities: the 1990s and Beyond », *Urban Geography*, vol. 6, 2003.

Bernard Jouve, « Brenner, Neil, *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood* », *Métropoles*, n° 1, 2007, en ligne, URL : <http://metropoles.revues.org/116>.

Bernard Jouve, « Ville : le grand retour de la pensée critique », *Place Publique*, n° 15, 2009, en ligne, URL : <http://www.revue-placepublique.fr/Sommaires/Sommaires/Articles/retourcritique.html>.

Henri Lefebvre, *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

Razmig Keucheyan, « David Harvey, le retour du marxisme », *Contretemps*, 2011, en ligne, URL : <http://www.contretemps.eu/lectures/david-harvey-retour-marxisme>.

Doreen Massey, *Space, Place, and Gender*, Minneapolis, Minnesota University Press, 1994.

Linda McDowell, « Towards an understanding of the gender division of urban space », *Environment and Planning D: Society and Space*, vol.1, 1983.

Linda McDowell, *Gender, Identity and Place*, Cambridge, Polity Press, 1999.

Pierre Rimbart, « La pensée critique dans l'enclos universitaire », *Le Monde diplomatique*, janvier 2011.

Neil Smith, « Who Rules This Sausage Factory? », *Antipode*, vol. 32, n° 3, 2000.

Jean-François Staszak *et al.*, *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, 2001.

Edward Soja, *Postmodern Geographies*, Londres, Verso, 1989.

## Notes

1. Les universités anglophones s'organisent par exemple de moins en moins selon des découpages disciplinaires, ce qui rend parfois difficile de classer strictement tel ou tel chercheur comme géographe, sociologue, anthropologue ou urbaniste. Les recherches et l'enseignement sur la ville sont de plus en plus regroupés au sein de département de *Urban Studies* et dépassent largement le simple urbanisme (*planning*).

2. « Je sais bien que le mot "intérêt" choque. Mais je pense que celui qui s'approprie, en toute bonne foi, un auteur et s'en fait l'introducteur a des profits subjectifs [...]. Il n'y a pas de mal à ça, mais il faut le savoir. » Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 145, 2002.

3. Plusieurs initiatives scientifiques et éditoriales ont en effet montré à quel point la géographie critique française avait une histoire et connaissait actuellement un certain dynamisme. Citons entre autres, la tenue en septembre 2012 à Marne-la-Vallée d'un colloque intitulé *Espaces et rapports sociaux de domination : chantiers de recherche*, et la parution la même année d'un numéro de la revue en ligne *Carnets de géographes*, consacré aux géographies critiques.